

touche pas encore le Canada; mais ce sont là des questions que nous étudierons dans une semaine.

(Texte)

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

QUESTION RELATIVE À L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT À CE SUJET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Bernard Dumont (Bellechasse): Monsieur le président, je désire poser une question au très honorable premier ministre. Le gouvernement se propose-t-il de hausser le taux des allocations familiales avant les vacances de Noël?

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois bien que l'honorable député reconnaîtra que sa question a trait à la politique du gouvernement et qu'elle n'est pas conforme au Règlement. Pourrais-je suggérer à l'honorable député de s'en tenir aux dispositions du commentaire 171 de Beauchesne, lequel traite de la nature des questions qu'on peut demander à ce stade des travaux.

M. Dumont: Monsieur le président, s'agit-il du traité de Beauchesne en français?

M. l'Orateur: Je ne doute pas que l'honorable député puisse comprendre ce commentaire, car il a été cité très souvent à la Chambre, et la traduction en a été faite dans la version française du hansard pour la compréhension de l'honorable député.

(Traduction)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ON DEMANDE UNE DÉCLARATION SUR LES ENTRETIENS AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA POLOGNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Haidasz (Parkdale): Monsieur l'Orateur, étant donné l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je voudrais poser une question au premier ministre. Vu la réunion des ministres de l'OTAN qui va se tenir incessamment à Paris et les récents entretiens qui ont eu lieu à Ottawa entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le sous-ministre des affaires étrangères de Pologne, le premier ministre dirait-il à la Chambre quelle est la ligne de conduite du gouvernement du Canada à l'égard du programme Rapacki en vue d'établir une zone libre d'armes nucléaires en Europe centrale, la frontière occidentale Oder-Neisse entre l'Allemagne et la Pologne et du...

Des voix: Règlement!

M. Haidasz: ...pacte de non-agression tant discuté entre les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie?

M. l'Orateur: A l'ordre! A ce sujet, je prie le député de se reporter au commentaire 171, où il est interdit de demander de longues réponses détaillées sur un certain nombre de sujets. Ce que le député demande présentement, c'est un exposé détaillé sur un certain nombre de points de la politique étrangère du gouvernement et cela n'est pas permis à l'appel de l'ordre du jour.

M. Haidasz: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: C'est la décision que je rends à l'égard de la question du député.

M. Haidasz: Je pose la question de privilège...

M. l'Orateur: La question de privilège?

M. Haidasz: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Vu que l'on a refusé, au cours de la présente session, de nous permettre de discuter de questions intéressant les affaires extérieures...

Des voix: Règlement!

M. Haidasz: ...j'estime qu'il est approprié de poser cette question au premier ministre à ce moment-ci.

M. l'Orateur: A l'ordre! Le député a fait des allégations concernant un débat sur certains sujets. Je demeure convaincu que la question n'est pas recevable dans son libellé actuel. Le député voudra peut-être lire le commentaire que je lui ai signalé, penser à la question qu'il désire poser et en modifier le libellé.

M. Haidasz: Pourrais-je le faire dès maintenant, monsieur l'Orateur? J'aimerais savoir si le premier ministre a des renseignements à communiquer à la Chambre, cet après-midi, par suite des entretiens que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a eus avec le sous-ministre des Affaires étrangères de Pologne, hier.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

L'INDE—COMMUNICATION RELATIVE AU COMMERCE DU CANADA AVEC LA CHINE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, je me proposais de poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il est absent, je la poserai au premier ministre. Le gouvernement a-t-il reçu du gouvernement de l'Inde une communication exprimant son inquiétude au sujet du volume croissant de notre commerce avec la Chine communiste?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, jusqu'à hier, nous n'avions pas reçu de message de cette